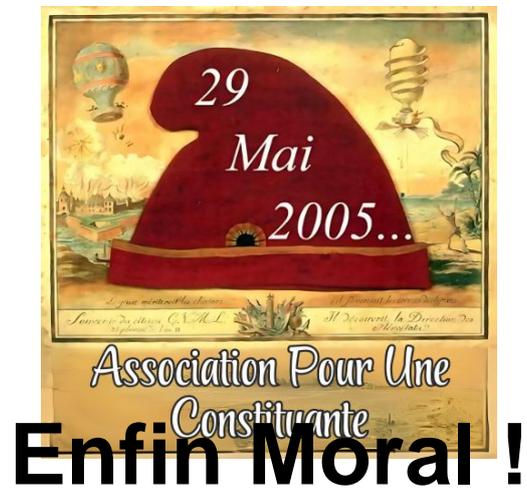


<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article2378>



- Les raisons d'adhérer à l'Association - Glossaire du citoyen -



Date de mise en ligne : jeudi 24 juillet 2025

---

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

---

C'est une manie des dirigeants économiques. A chaque crise, ils nous expliquent, soutenus en cela par le personnel politique, qu'il faut moraliser.

La première conséquence évidente de ce discours semble d'admettre que la vie économique n'était, jusqu'alors, pas morale. Merveilleuse découverte qui n'était pas précisément apparente dans les discours officiels ! On ne peut s'empêcher de se demander, du coup, pourquoi elle le serait plus demain.

La morale est, comme la langue d'Ésope, la meilleure et la pire des choses. Bien sûr qu'un système social doit être fondé sur des principes, sur une éthique. Mais il faut bien rappeler que, dans sa formulation initiale, telle que définie par l'économiste Adam Smith, père du libéralisme économique, la morale n'a rien à voir avec le fonctionnement de l'économie. Les intérêts particuliers sont, d'après lui, censés gérer naturellement l'équilibre général et l'intérêt collectif. Introduire des règles morales est alors contradictoire avec le principe même du système. C'est ce qu'expliquent tous les économistes qui monopolisent la tribune officielle depuis plus de vingt ans. C'est ce que dit avec cynisme certains penseurs officiels lorsqu'il prétendent, par exemple, qu'il est inutile de limiter les revenus les plus élevés car cela ne serait pas respecté.

Mais le système n'est pas à une contradiction près lorsque les principaux intérêts sont en jeu. La morale peut être alors un instrument utile. Par exemple, lors de la faillite de Enron aux Etats-Unis en 2001, on décida de moraliser les méthodes comptables au prétexte qu'elles avaient empêché de connaître la situation désastreuse de l'entreprise. En fait, le problème venait du fait que l'entreprise d'audit chargé du contrôle était d'accord avec les dirigeants d'Enron pour maquiller les comptes de celle-ci. Il n'empêche. On fit tomber quelques têtes et on élaborait de nouvelles méthodes comptables prétendues plus morales, ces mêmes méthodes qu'on accuse aujourd'hui d'avoir participé au développement de la crise.

En fait, la moralisation est aussi une idéologie. Elle permet de donner bonne conscience en prétendant qu'on fera mieux demain. Elle dévie l'attention en faisant croire que le problème va être réglé. Elle fait croire que les dirigeants font des efforts, ce qui justifie qu'ils en demandent à leurs salariés. Autant qu'un instrument d'ordre moral, elle est un outil de contrainte sociale. En effet, il n'est pas question, dans le discours de moralisation, de remettre en cause le sacrosaint principe de l'intérêt individuel considéré comme seul moteur du système économique. Au contraire, il s'agit de le justifier à nouveau puisqu'il prend désormais les habits de la vertu.

Le plus extraordinaire est que, constatant la difficulté à moraliser la vie économique, on nous explique depuis plusieurs décennies qu'il faut moraliser la vie politique au motif de certains errements de certains élus. Le plus extraordinaire est que les élus eux-mêmes, ayant intégré ce discours, se battent la coulpe et, souhaitant se présenter plus blanc que blanc, en oublient l'élément fondamental de la démocratie, à savoir être au service de leurs mandants. Ainsi disparaît petit à petit, le rôle démocratique des élus. La moralisation remplace la vie démocratique. Peut-on encore ignorer la destruction de la démocratie qu'a représenté le traité de Lisbonne qui bafouait le vote des Français exprimé le 29 mai 2005 ?

Tenant d'écarter le spectre du retour au contrôle de l'économie par la souveraineté populaire, la moralisation est destinée à assurer la continuité, à maintenir la légitimité du système. Bien au contraire, face au rôle inégalitaire, destructeur et asservissant de la mondialisation libérale, la volonté collective doit retrouver ses droits et son espace. La République, expression de l'intérêt général, est à recréer. Il n'y a pas à moraliser le comportement de dirigeants irresponsables. Il est nécessaire de changer le jeu politique, de redonner à la vie publique toute sa force et à la démocratie toute sa valeur.